

## **La Ville de Nanterre et son maire Patrick Jarry doivent s'engager contre la privatisation du Groupe ADP (ex-Aéroports de Paris)**

Le gouvernement a décidé au début de l'année de vendre les sociétés **Groupe ADP** (ex-Aéroports de Paris) et **Française des Jeux** (ex-Loterie nationale), et de se désengager complètement de l'opérateur de production et de distribution d'énergie **Engie** (Gaz de France + Suez). **Le cas d'ADP est de loin le plus préoccupant :**

1. Il s'agit d'une infrastructure stratégique, présentant des enjeux de souveraineté, de sécurité, d'aménagement du territoire et environnementaux
2. ADP est une entreprise rentable. C'est est la première entreprise aéroportuaire du monde et sa valeur ne cesse de progresser. De plus, elle détient un patrimoine foncier gigantesque aux portes de Paris

À l'image du scandale de la privatisation des autoroutes, qui a impliqué des hausses de prix aux péages pour les usagers de la route et des rentes de situation extraordinaires, ou de celui de l'aéroport de Toulouse où l'actionnaire principal chinois montre plus d'intérêt pour la spéculation que pour son exploitation, des **inquiétudes légitimes** ont émergé au sujet du destin d'ADP, que **seul un débat public** est susceptible de régler.

Les craintes que l'opération sera finalement **néfaste pour le contribuable**, et probablement à terme pour l'utilisateur sont fondées. Il convient donc de soutenir la proposition de loi référendaire *visant à affirmer le caractère de service public national de l'exploitation des aéroports de Paris* en signant massivement la pétition officielle en faveur du maintien d'ADP dans son statut.

**Les Français sont attachés aux services publics, et ils en font la démonstration tous les jours.**

Pour ces raisons, le comité de citoyens et des forces de Gauche qui s'est constitué à **Nanterre contre la privatisation d'ADP** s'adresse publiquement par la présente à **notre maire Patrick Jarry et à son conseil municipal pour qu'ils se mobilisent**, et créent dans notre ville les conditions qui favoriseront le recueil des signatures des citoyens de la commune, et pourront permettre qu'un referendum national ait lieu sur cette question controversée de la privatisation du Groupe ADP.

**Signez, faites signer la pétition officielle pour le maintien d'ADP au sein du service public français, et engagez-vous auprès des membres du comité nanterrien contre sa privatisation !**